

INTRODUCTION

Évoquer la Roumanie redonne vie à des images qui, depuis plus d'une décennie déjà, marquent une hypothétique mémoire européenne. Ces images se surimposent aux souvenirs d'un clivage Est/Ouest aujourd'hui dépassé. La Révolution agit tel un trait d'union entre une fermeture volontaire et un isolement subi, fruit d'une „expérience ratée de sortie du communisme”¹. De cette exclusion de la scène internationale s'ensuit la majorité des contrastes sensibilisant aujourd'hui le regard de l'autre Europe sur ce pays. La Roumanie paraît alors „être sans être” européenne : son économie balbutiante et une surmédiatisation handicapante modèlent une figure jugée archaïque. Il en résulte une certaine méconnaissance de l'état de la Roumanie d'une part, un réel questionnement quant aux évolutions récentes de ce pays d'autre part.

Ce même questionnement relève d'une recherche doctorale quant aux incidences de la frontière hongroise dans le sud-ouest de la Roumanie. À ce titre, les Églises de Roumanie, notamment catholique et réformée, sollicitent une double attention. Avant tout auto administrées et réparties sur l'ensemble du territoire roumain, jouissant de la reconnaissance des populations, elles peuvent s'imposer aux côtés de l'État. Elles disposent d'atouts lorsque „l'homme de la rue devient de plus en plus indifférent à la chose publique”². Mettre à jour le rôle des Églises dans le développement d'actions civiles locales en Roumanie suppose dès lors de nous pencher sur leurs discours et prises de positions publiques.

La société roumaine est fortement fractionnée sur le plan confessionnel. C'est pourquoi le maintien des héritages et traditions de chaque Église pose question. Des rythmes divergent d'une Église institutionnelle à l'autre et, au sein de chacune, entre paroisses, entre associations, entre croyants. Comment celles-ci s'adaptent-elles aux nouvelles conditions sociopolitiques? Comment participent-elles à la genèse de nouvelles dynamiques locales?

À l'échelle des paroisses, des mouvements se récla-

mant d'une Église institutionnelle parviennent à insuffler une dynamique singulière. Par eux, les Églises catholique et réformée confèrent au particulier (quartiers de villes et villages) une identité, un esprit, distincts. Elles sont, dans le cadre de cette recherche, abordées pour leur rôle dans le maintien d'une dynamique de groupe hongroise en Banat et Transylvanie. Toutefois, elles permettent une compréhension des processus d'inclusion et d'exclusion ayant cours dans une Roumanie qui se renouvelle.

Les effectifs de fidèles ont chuté brutalement. Suite à la Révolution de 1989, les nationaux allemands sont partis massivement. Ils constituaient alors la majeure partie des catholiques et étaient massivement représentés dans les Églises réformées. Ceci, entre autres, a poussé ces Églises à se réorganiser tout en conservant, voire accentuant leur visibilité. De l'institution aux mouvements, les moyens qu'elles mettent en œuvre posent question. Ces Églises parviennent à différencier des territoires sans les dissocier, à induire des liens sociaux malgré les ruptures spatiales.

Dans les espaces frontaliers, contexte particulier s'il en est, ces Églises sont appelées à un rôle de médiation. Passerelles posées sur les frontières, passerelles entre communautés villageoises ou de quartiers, nous pouvons les aborder à travers différents prismes spatiaux.

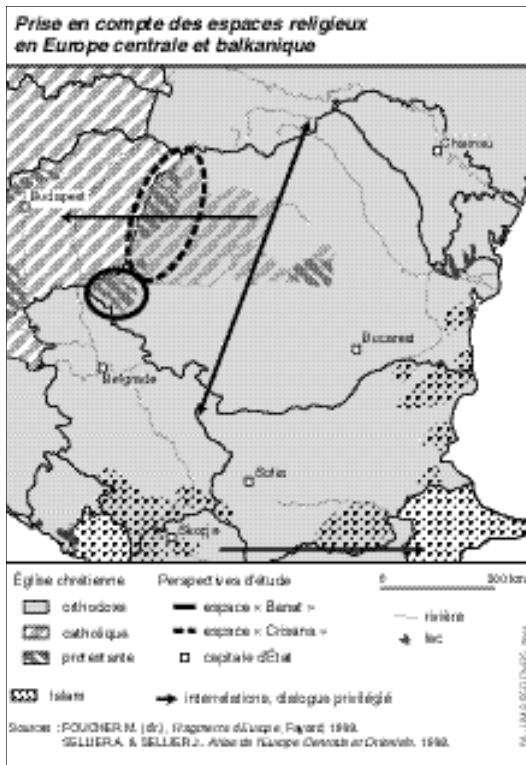
Le développement proposé rend compte des résultats de la recherche doctorale en cours et des hypothèses qui s'ensuivent. La présentation de l'association Caritas de Ciacova s'appuie sur les résultats d'enquêtes et la production d'un poster de Yannick Lucas (Université d'Angers, DEA « Régulations sociales », 2001).

UN REGARD PORTÉ EN DIRECTION DE L'OCCIDENT EUROPÉEN

Peu d'individus sont actuellement en mesure d'animer la société roumaine. Si quelques-uns jouissent d'une reconnaissance certaine, ils ne disposent en général que très difficilement d'un capital ou d'un soutien financier. Or, par essence, les Églises catholique et réformée jouissent des avantages théoriques de leur positionnement dans l'Ouest européen. Dans une Roumanie en renouveau,

¹ Durandin, 2000.

² Lhomel, 2000.



cette condition ajoutée aux difficultés économiques motive une projection vers l'Ouest des Catholiques et des Réformés (Calvinistes et Luthériens). Les frontières, autrefois closes, font aujourd'hui figure de ponts reliant entre eux les membres de mêmes communautés de croyants. Pourtant, il est loin d'être vérifié qu'un lien se soit maintenu entre Églises de différents pays, suite à quarante années de guerre froide.

Durant la seconde moitié du ^{xx} siècle, malgré les obstacles frontaliers, les autorités d'Églises catholique et réformée d'Europe occidentale ont maintenu des liens avec leurs homologues orientales. Cela souligne une absence de coupure spatiale et temporelle et, dans une certaine mesure, une prise de position morale de l'Église romaine. La traduction concrète de ce positionnement repose sur l'élection du cardinal archevêque de Cracovie Karol Wojtyla (Jean-Paul II) à la papauté. Malgré l'athéisme prôné des gouvernements est-européens, les Églises parvenaient bon gré mal gré à se maintenir dans certains États, notamment les plus centraux.

Le contexte s'avérait fortement plus contraignant en Roumanie. Là, le régime dictatorial parvint à développer à dessein une politique d'homogénéisation à laquelle personne ne devait échapper. Quelles que soient leurs origines (souches) nationales, langues d'expression et



confessions, tous les citoyens se devaient d'adhérer aux théories et objectifs dictés par l'administration civile.

Le cas échéant, quelques églises autorisées leur offraient la possibilité de prier en groupe, aux risques d'une exclusion probable. Les citoyens occupant des fonctions élevées étaient en effet fortement surveillés et contraints de ne pas afficher leur religiosité. Les femmes et les hommes affectés à des postes de travail peu stratégiques étaient laissés libres de se rendre ou non dans les lieux de culte. Cependant, par peur de représailles, hormis des retraités, quelques femmes et enfants, peu de personnes prenaient le risque de mettre en avant leur appartenance à une Église.

La chute des régimes communistes révéla, du moins en Europe occidentale, la profondeur de l'attachement des populations à leur religion. En Roumanie, la Révolution de 1989 fut marquée par un retour conséquent des Églises sur le devant de la scène. Depuis, des événements marquants de l'actualité étatique font transparaître le poids d'une autorité morale recouvrée par les Églises, par l'orthodoxie roumaine notamment. Nous pouvons à ce titre citer l'exemple fréquemment repris du déroulement de négociations cruciales entre mineurs grévistes et gouvernement au sein d'un monastère orthodoxe de la vallée de l'Olt.

Fréquemment décrite comme un retour du religieux, cette situation traduit en réalité un renouveau des Églises. Bien souvent on a vu dans la chute du communisme est-européen une fracture marquée entre deux époques. Or, les comportements actuels justifient une véritable continuité.

Rénover des liens par-delà les frontières

Les années de communisme ont fragilisé les liens développés entre les composantes d'une même Église par-delà les frontières. Pourtant dès janvier 1990 des opérations de charité nées d'associations religieuses se développaient en Roumanie, soit quelques semaines à peine après la Révolution. L'usage d'une même langue aidant, des coopérations ont été très tôt développées avec des associations allemandes, autrichiennes et hongroises. En toute logique, les Églises cherchent aujourd'hui à les renforcer.

Les collaborations internationales sont d'abord lisibles auprès de mouvements issus des Églises institutionnelles: de l'ONG internationale à divers jumelages paroissiaux. Ce sont en premier lieu des initiatives locales qui ont permis le développement d'échanges avec l'étranger. Dans une Roumanie déstabilisée par sa sortie du communisme, les seules autorités morales reconnues et reconnaissables étaient alors les hommes du culte en leurs églises³. Les changements actuels ne sont que le reflet de l'inscription de la société roumaine dans un système jusque-là connu mais non accessible. Cela explique les difficultés du moment et surtout motive la recherche de soutiens financiers et structurels au-delà des frontières.

Le Banat résume cet aspect des recompositions. Ancré à l'Ouest de la Roumanie, il s'ouvre à la fois sur le Sud-Est de la Hongrie et le Nord de la toute nouvelle Fédération de Serbie et Monténégro. Tant pour des raisons économiques que par un attachement symbolique, ses regards se tournent plutôt vers l'Europe germanique qu'en direction de l'Est bucarestois.

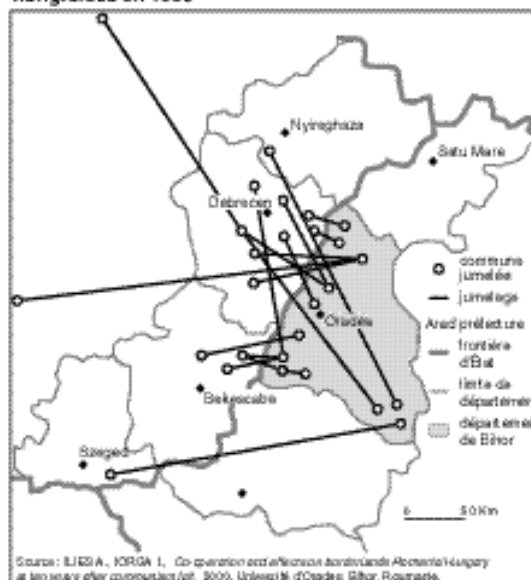
L'absence de rupture entre l'avant et l'après Révolution est révélée par l'observation des Églises institutionnelles. Durant la seconde moitié du xx^e siècle, les autorités ecclésiastiques ont subi contraintes et pressions. Les populations, elles, ont pu à leurs guises maintenir quelques liens à l'intérieur du territoire étatique. Or, la marque de rupture la plus singulière en Roumanie concerne avant tout la répartition de la population en groupes de souches nationales distinctes; répartition à laquelle les Églises participent plus ou moins directement.

Frontalière de la Hongrie et de l'Ukraine, au nord-ouest de la Roumanie, la Crisana constitue un excellent labora-

toire d'étude pour un observateur étranger. Province hongroise jusqu'à la signature du traité de Trianon, elle reste fortement marquée par la magyarité⁴ sur ses marges occidentales. Au-delà des stéréotypes et des dangers de toute généralisation, dont nous admettons les limites, nous pouvons aisément associer, en Roumanie, magyarité avérée et confession catholique ou réformée⁵.

Nous postulons que les distinctions linguistiques, en Crisana, correspondent aux découpages spatiaux confessionnels. Cette situation ne va pas sans créer quelques difficultés, sur lesquelles nous reviendrons par la suite. Elle permet néanmoins l'observation de l'influence, sinon de l'action, des Églises catholique et réformée en Roumanie, via un travail d'enquête effectué auprès d'un groupe social singulier.

Jumelages entre communes du Bihor et communes hongroises en 1999



Source : IJEG A, IRGA 1, Co-operation and relations between Abcemia Hungary and Romania after reunification, 2000, Université d'Oradea, Sibiu, Roumanie.

⁴ Hypothèse d'identification de groupes sociaux singuliers, liés entre eux par une référence commune née d'une même souche nationale magyare. Cela rejoint des concepts développés, notamment sur la polonité et présente l'avantage de marquer nettement une distinction entre Hongrois (citoyen de Hongrie) et Magyar ("qui parle hongrois" dans la majeure partie des cas). Nous préférons par la suite l'usage de l'expression "groupes de souches nationales" à l'emploi de "groupes ethnolinguistiques" dans la mesure où les facteurs regroupant, en Roumanie, sont non seulement la langue et des références culturelles propres, mais aussi la religion et les lieux. Les Magyars de Roumanie se distinguent des Hongrois (citoyens de Hongrie), tout comme les Roumains seront différenciables de par leurs confessions et origines régionales. Moins qu'une question d'identité à proprement parler, il s'agit plutôt de référents car ces mêmes groupes se dissolvent dès que nous les confrontons aux besoins économiques (ils ne sont pas visibles dans l'emploi) ou à la participation à des actions diverses.

⁵ Bioteau, 2001 & 2002.

³ Bien qu'aux origines des mouvements, en Europe occidentale, les associations assurant la logistique agissaient hors du corset ecclésiastique, leur seule garantie confessionnelle étant l'attachement de leurs membres aux discours d'Églises.

Les jumelages intercommunaux liant quelques communes du Bihor à des homologues hongroises sont issus de l'action civique (cf. carte ci-dessus). Ce sont des échanges officialisés auprès des autorités administratives compétentes de chaque État; ils affectent les communes dans leur ensemble, quelles que soient les souches nationales et confessions des citoyens. Mais il est bien entendu que les Églises ont été amenées à jouer un rôle central dans la genèse de ces échanges. Institution la plus populaire de Roumanie en 1996, avant même l'armée (88 % des sondés contre, respectivement, 75 %) ⁶, l'Église – plutôt les Églises – est reconnue et jouit de la confiance et de l'écoute des citoyens au sein des communautés villageoises. Ce rôle de vecteur est, contre toute attente, vérifié par l'étude des comportements politiques.

Sortir du village, renforcer la paroisse

Comme il était sous-entendu précédemment, grâce en partie aux Églises catholique et réformée, les Magyars ont pu maintenir un esprit et une dynamique de groupe. Cette population acquiert ainsi une certaine cohésion, malgré sa dispersion. Cela se traduit de manière concrète par la naissance, dès janvier 1990, d'un syndicat regroupant l'ensemble des partis politiques s'appuyant sur la magyarité de leurs membres: l'UDMR (Union Démocratique des Magyars de Roumanie). En fonction des résultats électoraux et des accords entre partis, dans de nombreuses communes, certains Magyars purent accéder aux plus hautes fonctions des conseils municipaux. Prenant les décisions ou les influençant, l'UDMR privilégia dans certains cas l'établissement de jumelages avec des communes hongroises, proches ou non (cf. carte).

Ce pôle politique fut en effet isolé lors de sa création, étant le seul parti né d'une singularité ethnolinguistique ⁷. Il a donc très tôt cherché à s'associer à divers organismes et institutions hongrois. Pour ce faire, ces élites politiques nouvelles s'appuyèrent sur le clergé de l'Église catholique, sur certains pasteurs, pour leurs relations

avec la Hongrie. Surtout, elles s'opposaient avant même la Révolution aux autorités en place. La Révolution roumaine est officiellement née dans les rues de Timisoara, suite à un soulèvement populaire en faveur du pasteur (Magyar) L. Tokes ⁸. La force de leurs discours, rendait donc l'ensemble des Églises incontournables dans un contexte où la société roumaine cherchait à se réorienter.

Aujourd'hui, les hommes d'Églises sont indissociables des dynamiques propres à la communauté villageoise ou paroissiale qu'ils animent, bien que réservés face à une implication dans les relations politiques. En ce qui concerne les principaux promoteurs de la magyarité, il est aisé de dresser un lien entre actions et présence dans les paroisses ou temples.

Nous voyons par là l'importance du prêtre ou du pasteur dans le monde rural. Les échanges observables en Crisana sont d'ailleurs caractéristiques de ce fait: les communes ayant développé des jumelages avec des communes hongroises sont toutes, sans exception, peuplées majoritairement de Magyars. Dans la majeure partie des cas, les communes en question se sont réunies suite au développement d'échanges entre associations civiles issues de l'Église ou de l'initiative d'un homme d'Église.

Appuyons-nous sur l'Église catholique uniquement. Souvent, les prêtres sont à l'origine de la création d'une association, caritative ou non (sportive par exemple), dans leur paroisse. Rares sont les initiatives détachées d'un mouvement implanté à l'étranger; la garantie des financements d'une part et la crédibilité des actions aux yeux de la population dépendent de cette affiliation. Dès lors, dans l'Ouest roumain particulièrement, là où les Églises catholique et réformée sont plus importantes – ce sont elles qui disposent de liens privilégiés avec l'ouest européen, à la différence des Églises orthodoxes – il n'est pas rare de pouvoir associer un mouvement international à une paroisse. Ces échanges permettent de profiter de soutiens financiers importants, expliquant la création de la plupart des associations. Nous identifions ce type de comportements au sein de nombreuses paroisses catholiques, comme à Pecica, où est née une association membre du réseau germanique Familles Kolping, ou encore comme à Ciacova, aujourd'hui paroisse de référence dans le Banat

⁶ Selon un sondage paru dans la revue *Transition* (vol. 2, n° 7) ; cf. Potel, 1998.

⁷ Singularité aujourd'hui revue: des partis "Allemand", "Serbe" ou associés à d'autres groupes de souches nationales particulières ont vu le jour. Nous employons de surcroît le terme ethnolinguistique, que pourtant nous réfutons, car lors de sa création, l'UDMR proposait un programme ne visant qu'à sensibiliser les Magyars de Roumanie. Actuellement, les vues du parti sont plus larges et visent l'ensemble de la population roumaine, malgré un attachement encore prononcé à un groupe de souche nationale magyare.

⁸ Cette version des faits est cependant contestée par certains historiens. Pour plus de précision, nous nous référons à Durandin, 1995 & 2000.

roumain pour l'action sociale de son association Caritas – cas développés par la suite.

Le développement de relations soutenues avec des mouvements d'Églises, des associations chrétiennes ou des paroisses offre une ouverture à la communauté religieuse concernée. Lorsque les associations formées dans une paroisse entrent en contact avec d'autres associations, issues du même processus, des réseaux internes à la Roumanie se constituent. Sans distinctions linguistiques, voire confessionnelles, cette fois, une diffusion s'opère. Elle permet à chaque membre de la paroisse, actif dans une association ou non, de profiter des avantages indéniables d'une ouverture à l'étranger comme en direction d'autres communes et régions de Roumanie. D'autres types d'échanges – sportifs, culturels, économiques – s'ensuivent, générateurs de richesses ou tout au moins moteurs d'un développement local.

Pourtant, cette théorie de l'ouverture trouve ses limites lorsqu'on la confronte aux réalités régionales de la Roumanie. Là, aucun obstacle ne se pose directement à l'entretien de relations ouvertes entre communes, qui plus est suite aux changements économiques et sociaux opérés depuis la Révolution. Comment expliquer dans ce cas le recours aux associations paroissiales pour développer des liens sur d'aussi courtes distances?

Les membres d'un clergé de terrain défendent une gestion au cas par cas des échanges internationaux tandis que leurs supérieurs, dans des Églises très hiérarchisées, privilégient un mouvement diocésain. Car l'essence principale du développement d'actions à l'échelle des paroisses reste le maintien d'une autonomie véritable. Ce ne sont pas tant alors les objectifs de financements extérieurs qui motivent l'ouverture, mais plutôt le renforcement de l'image de la paroisse. Dans cette société roumaine ouverte brutalement aux réalités d'une économie concurrentielle, les Églises forment des refuges indéniables. Suivant divers critères (confessionnels mais aussi linguistiques ou nationaux), leurs paroisses entrent toutefois elles-mêmes dans une stratégie d'expansion ou de simple survie. Il leur faut préserver le nombre de leurs membres, faute de ne pas pouvoir maintenir en l'état le territoire paroissial, faute aussi de ne pas offrir à certains croyants un lieu de culte, aux risques évidents d'une conversion à un autre culte. Ces stratégies sous-jacentes sont observables dans de nombreux villages où s'implantent des Églises néo-protestantes.

Des dynamiques urbaines et rurales différenciées

Ces dynamiques associatives, qui renforcent les paroisses, sont rendues visibles essentiellement dans les communes rurales, à l'échelle des villages⁹.

Là, le prêtre ou le pasteur est seul représentant de son Église, du moins pour des paroisses catholiques et les Églises protestantes. Au sein de populations marquées par le fait minoritaire, tels les Magyars mais aussi les Allemands, ils sont l'unique autorité morale reconnue; leur devoir de réserve les rend en effet officiellement apolitiques et détachés de tout objectif économique. Ne pouvant pas s'appuyer sur leur église pour gérer des fonds issus de donations extérieures, ils créent pour cela une ou plusieurs associations, dont ils prennent la tête. Parce qu'ils touchent au plus près les individus, ces mouvements – de charité, culturels, etc. – structurent le quartier, la paroisse en sorte.

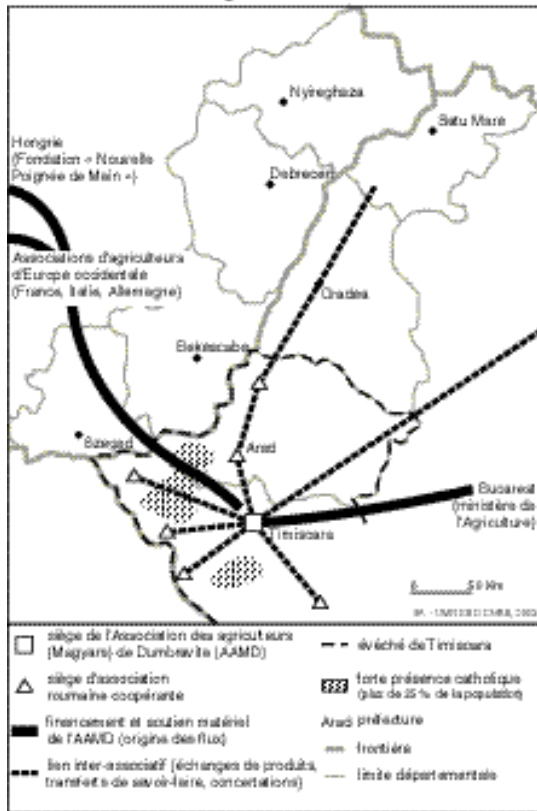
Les forces politiques en place dans les villages ne peuvent aspirer à un tel rôle. La prise de position des uns ne les rendra attractifs que pour une poignée d'individus. Malgré ses convictions, parfois affirmées, le prêtre maintiendra une autorité symbolique, en tant que responsable de tous les paroissiens. Il est celui qui dit la messe, celui à qui l'on se confesse. Mais il est aussi le porteur d'une parole. Que les habitants d'un quartier de village soient ou non croyants, le prêtre ou le pasteur, via son église et grâce au dynamisme qui en découle, devient la figure de proue d'une communauté marquée par sa souche nationale.

Le modèle ici décrit est caractéristique de la Crisana et de l'ensemble des territoires marqués par une dualité confessionnelle et linguistique. Il est particulièrement observé au sein de villages divisés en quartiers distincts par la langue et les souches nationales des habitants. En revanche, cette position privilégiée du représentant d'Église s'étiole à mesure que l'on se dirige vers une situation plus complexe. Soit plusieurs groupes, de souches nationales distinctes, sont représentés dans une même paroisse. Soit la population est diffuse sur l'ensemble du territoire communal. Ce constat est transposable aux quartiers de villes.

Au sein des aires urbaines, les populations sont forte-

⁹ Le découpage administratif de la Roumanie différencie villages et communes qui, dans la majorité des cas, sont constitués du regroupement de plusieurs villages autour d'un bourg centre.

L'Association des agriculteurs (Magyars) de Dumbravița. Une mise en réseau singulière



ment dispersées, insérées presque enchâssées les unes parmi les autres, sans distinctions de langues ou références nationales. Cela tient moins aux caractéristiques urbaines d'accès au logement et d'images véhiculées des quartiers qu'à une action volontaire de l'État communiste. Poursuivant sa volonté de ne construire qu'un seul peuple de citoyens roumains, le régime antérieur chercha à briser les référents culturels de la population. Nous retenons les images de la systématisation des paysages urbains, mais oublions souvent que celle-ci s'accompagnait de la destruction des regroupements traditionnels de populations. Les découpages des villes en quartiers marqués par la langue et la religion n'existent plus en Roumanie, où cependant l'on tente de les reconstruire. En domaine urbain, le fait minoritaire ne peut donc plus s'exprimer par l'intermédiaire des églises et des paroisses. Les politiques prennent le relais.

L'opposition relative entre dynamiques urbaines et dynamiques rurales repose donc sur des critères d'agrégation de population plutôt que de nombres. Les associa-

tions présentes dans les villages sont des associations le plus souvent liées à des réseaux internationaux, financées et soutenues hors de la Roumanie. Ce sont des associations à caractère caritatif le plus souvent, matériel parfois (cf. carte). Les associations formées dans les villes sont quant à elles très rarement nées de ces jumelages. La plupart sont nées à l'initiative de laïcs, parfois soutenus par des membres d'Église. Leurs objectifs caritatifs sont dans la majorité des cas détachés de considérations territoriales, linguistiques ou confessionnelles. De cet altruisme naissent des mouvements ouverts à tous, se diffusant par la suite en divers quartiers de villes et dans les communes rurales.

De ces associations présentes à la fois dans les villes et les villages, nous pouvons citer l'exemple du Service d'Aide Maltaise. Visant à offrir aux plus pauvres un accès aux soins et une alimentation décente, elle est aujourd'hui présente dans l'ensemble du département Timiș. Son implantation en Roumanie ne se limite pas à ce seul département. Mais l'association est organisée, dans le Sud-ouest, autour du seul pôle urbain de Timișoara. Elle a ensuite opéré une diffusion réticulaire dans le monde rural.

Ce mode de fixation est a priori aléatoire. Il s'effectue en fonction des besoins concrets de la population en un lieu donné. En réalité, ce développement s'appuie sur des réseaux interpersonnels. Lorsque les membres du Service d'Aide Maltaise ont créé leur association, ils se sont inspirés du modèle décrit par certains de leurs amis émigrés en Allemagne. Ces derniers étaient eux-mêmes membres d'une association rattachée à ce mouvement international chrétien. Mobilisant diverses personnes dans la ville de Timișoara, ils créèrent alors leur propre structure locale: cette dernière n'est nullement rattachée à une paroisse donnée. Quelques prêtres sont membres de l'association, à titre personnel. Les besoins se faisant sentir hors du quartier où siège l'association, celle-ci s'appuie sur un réseau complexe de personnes aidant, à la fois à l'intérieur de la ville et dans l'ensemble du département. En campagne et dans les quartiers de villes, les membres de l'association disposent d'une certaine notoriété: ils s'investissent en politique, occupent des fonctions importantes dans la vie locale et sont actifs au sein de leur paroisse.

Les mêmes individus se retrouvent alors aux croisées de toutes les initiatives locales. Nous ne pouvons pas détacher de leurs discours le poids des enjeux locaux. Pourtant, des liens très forts unissent ces individus à leur Église. Par leur observation, nous pouvons alors identifier

quelles sont les élites naissantes à l'échelle de micro-territoires, ce que l'exemple du Service d'Aide maltaise démontre ¹⁰.

UNE AMBIGUÏTÉ LATENTE ? ENTRE OUVERTURE ET REPLI SUR SOI

En Roumanie, les élites naissantes militent à la fois pour une préservation des identités locales et pour une interconnexion croissante des politiques de développement jusqu'à une échelle extrarégionale. Ces discours, prononcés sur les scènes politiques et économiques, semblent répondre à la nécessité de fonder des territoires de référence dans le pays; ce, alors que les territoires de l'administration d'État sont décriés, ainsi que leurs représentants.

Par les rapports privilégiés qu'elles entretiennent avec la population, les Églises sont amenées à jouer un rôle moteur. De nouveau en Roumanie, elles peuvent prétendre à une parole, à l'exercice d'un poids dans les décisions locales. Les Églises ¹¹ conditionnent en partie les rapports à leur espace proche d'une partie de la population.

Lorsque la langue fait obstacle

Le village de Pecica, bourg centre de la commune de même nom, est historiquement constitué de deux entités territoriales rattachées suite à un décret gouvernemental en période communiste. À l'Ouest, en direction de la frontière hongroise, se situe l'ancien bourg de Pecska, organisé autour de son église catholique et de l'école magyare. Cette partie de Pecica voit de nouveau renaître une école en langue hongroise, en bordure de la cure. L'autre quartier, étendu depuis, s'allonge vers la ville d'Arad à l'Est. Il est affecté d'une certaine pluriconfessionnalité depuis l'installation d'Églises néo-protestantes; mais il est, et a toujours été, majoritairement peuplé de locuteurs roumains.

Le bourg actuel de Pecica est situé au Nord de la rivière Mureș. Il est historiquement lié à la province de Crisana, évoquée précédemment. La dualité des souches nationales de sa population correspond aux critères attribués à cette même région. Pourtant, par son profil économique et son appartenance au département d'Arad, rat-

¹⁰ Bioteau, 2001.

¹¹ Cet article s'appuie sur les Églises catholique et réformée. Il va de soi que le rôle acquis de l'Église orthodoxe roumaine est indéniable, renforcé par le nombre des croyants et une classe politique nationale s'associant volontiers à cette dernière.

Confessions en 1992		Population par souches nationales	
Orthodoxes	6387	Tziganes	700
Catholiques	4492	Magyars	5000
Calv. & Luth.	250	Allemands	29
Autres	411	Roumains	6019
		Autres	94

sources : Cretan, 1999, Mairie de Pecica

Dichotomie confessionnelle et dynamiques spatiales à Pecica, en 2000



taché à la région Ouest, il semble plus proche de la province historique du Banat ¹². Ces considérations ont leur importance dans la mesure où les deux provinces sont nées d'un particularisme des rapports austro-hongrois. Durant cette période, la Crisana fut intégrée au Royaume de Hongrie tandis que le Banat restait une province viennoise. De cette appartenance aux Habsbourg, le Banat conserve une identité de zone tampon aux confins de l'Empire, dernier rempart face aux Ottomans. Suivant cet objectif, il acquit rapidement le statut d'espace de colonisation; des colons provinrent de toutes parts de l'Empire: Allemands, Tchèques, Magyars, Italiens et autres. Il connut un multilinguisme qui peu à peu disparaît. Surtout, suite aux brassages de population, il est marqué par une pluriconfessionnalité qui, elle, reste visible.

Pecica, dont la population magyare est presque exclusivement de confession catholique, est une commune située dans un espace de transition entre les deux provinces historiques. La proximité de la Hongrie renforce les

¹² Cretan, 1999.

possibilités d'échanges pour l'ensemble de la population communale; bien que les Magyars soient favorisés par leur maîtrise de la langue hongroise. Une certaine aisance naît des rapports transfrontaliers. Elle est rendue visible par la multiplication des sociétés de transport et d'import/export dans la commune.

Pourtant, alors qu'une ouverture croissante s'opère dans l'économie, nous observons que la fracture passée entre les deux bourgs associés se maintient. La population se déclarant magyare est presque exclusivement localisée dans la partie ouest du village. Plus encore, les marques visuelles – panonceaux, enseignes, etc. – et l'impression auditive confirment l'absence de cohésion. L'observation des structures associatives entérine l'hypothèse d'une dualité: à chaque objet social répondent deux associations, l'une magyare, car de langue hongroise, l'autre de langue roumaine. Ainsi, deux associations culturelles, deux groupes folkloriques et deux associations de loisirs peuvent être recensés, parmi d'autres. Cette densité associative est exceptionnelle pour une commune de 12 000 habitants en Roumanie. La tribune politique exprime, elle aussi, cette séparation de fait, les partis traditionnels se regroupant face à la puissante section locale de l'UDMR.

Le rapport aux Églises peut paraître secondaire dans cette présentation. Mais à l'observation, nous relevons l'existence, en 2000, d'un petit groupe d'individus hiérarchisant la communauté linguistique hongroise. Ces personnes, prêtre catholique, médecin et figure politique, sont à l'origine de la création des trois principaux mouvements associatifs régissant la partie ouest de la commune.

Dès sa nomination dans la paroisse, le prêtre rassemble des croyants et forme les bases d'une association d'action sociale issue d'un mouvement international né en Autriche: l'association Famille Kolping. Elle est ouverte à tous mais de langue hongroise, ainsi que la paroisse catholique. Les réussites de cette association, notamment en matière d'entraide et d'animation sociale auprès des plus jeunes, font naître une dynamique de groupe. Suivant leurs volontés et en s'appuyant sur leurs propres réseaux de connaissances, d'autres individus créent à leur tour des mouvements similaires. Au final, la communauté linguistique hongroise s'organise à tous niveaux comme un petit village dans le village. Si tous ne sont pas en accord avec les actions de Famille Kolping Pecica, si tous ne sont pas catholiques, tous en revanche reconnaissent que l'initiative du prêtre fut l'élément déclencheur de ce mouvement commun.

Aujourd'hui, le prêtre en question n'exerce plus ses fonctions au sein de la paroisse et a délégué son rôle – devenu entre-temps honorifique – de responsable de l'association Famille Kolping à son successeur. Mais l'animation de la communauté linguistique hongroise s'amplifie toujours un peu plus, au fil des initiatives de chacun et autour notamment de l'attribution d'une école en langue hongroise. En fonction de certains quotas de population, l'État autorise en effet l'ouverture de classes en langues minoritaires.

Nous voyons par cet exemple qu'une ouverture prend bien effet via l'action d'un homme d'Église, notamment en direction de l'étranger et au contact d'autres associations Famille Kolping de Roumanie. Mais dans le même temps, les objectifs d'animation sont associés à des singularités linguistiques peu contournables par le reste de la population. Il s'ensuit un sentiment d'exclusion des uns, d'où la création d'associations en parallèle dans le village de Pecica. Surtout, les autres, en l'occurrence ici quelques Magyars, développent un repli sur eux-mêmes aux risques d'une exacerbation des nationalismes.

Le rôle des Églises n'est pas celui-ci. Pour ces raisons, les institutions des Églises concernées affichent leur refus du cloisonnement. À ce type de situations conflictuelles répondent des mesures prises en faveur d'une ouverture à tous. Ainsi chaque prêtre catholique et chaque pasteur se doivent-ils de maîtriser l'ensemble des langues de leurs paroissiens, en sus de la langue roumaine.

Des Églises au service d'une société recomposée ?

La mise en pratique de cette décision se heurte parfois aux réalités du multilinguisme. Fréquemment, des prêtres officient en trois ou quatre langues au cours d'une même semaine. En d'autres circonstances, lors des fêtes religieuses, les messes font alterner une ou deux langues, le sermon étant dans ces cas prononcé en roumain. Paradoxalement, ces situations extrêmes affectent des communes où la population de confession orthodoxe domine largement, à l'image de la petite ville de Jimbolia.

Cette commune fut créée par des colons allemands. Comme d'autres bourgs du Banat, son développement planifié exclut au départ les populations non catholiques et non germanophones. Aujourd'hui pourtant, elle ne conserve de son identité allemande que quelques musées, des toponymes spécifiques et une faible part de sa popu-

Population en 1992		Confessions en 1930 et en 1992		
Magyars	12,7		1930	1992
Allemands	2,1	Orthodoxes	45	7257
Roumains	74,6	Catholiques	9837	3972
Tziganes	8,5	Réf. (Calvin.)	68	100
Autres	2,1	Autres	130	311

sources : Cretan, 1999
Mairie de Jimbolia, *Anuarul statistic al României, 2001 serii de timp 1990-2000*

lation, souvent très âgée. Sans perdre d'habitants en nombre, le profil de sa population a évolué. Les habitants se déclarant Roumains sont majoritaires, loin devant les Magyars ou Allemands. Dans ce contexte, l'élection d'un maire membre de l'UDMR en 2000 a surpris, au point que certains évoquent l'existence d'un „modèle Jimbolia”. Cette élection tient à des raisons avant tout politiques, de programme. Mais l'UDMR est traditionnellement le parti des Magyars, celui pour lequel ne votent que ses sympathisants. Pourtant, plus de la moitié de la population de la commune s'est déplacée lors du second tour électoral.

Les fondateurs du parti UDMR à Jimbolia sont tous des entrepreneurs actifs. En parallèle de la fondation de leur parti, ces derniers créent d'ailleurs une Association des Entrepreneurs (Magyars) de Jimbolia¹³. Une première hypothèse repose donc sur l'existence d'un pôle économique influençant les votants; qui plus est dans une commune frontalière de la Fédération de Serbie-Monténégro, affectée par la crise économique. Par extension, nous pouvons supposer que l'imaginaire local ait vu en ces entrepreneurs magyars des possibilités d'échange commercial avec la Hongrie. Se heurtant aux sensibilités, cette hypothèse ne peut être vérifiée. La seconde hypothèse s'attache au fait religieux, qui semble essentiel dans ce processus. Le maire élu est de confession catholique. Ouvertement déclaré Magyar, il peut alors profiter d'un vote national et d'un vote confessionnel.

Les Églises ne jouent pas directement dans cette élection. En revanche, les liens tissés entre croyants, au sein d'une même Église et d'une Église à l'autre, ont été déterminants dans le choix des électeurs. Dans un contexte pluriconfessionnel tel celui de Jimbolia, de nombreuses familles sont marquées par la mixité. Marié à une femme active au sein de sa paroisse orthodoxe, le maire élu peut donc s'appuyer sur un réseau beaucoup plus large, prenant en compte toutes les Églises.

¹³ L'appellation "Magyars" relève de la dénomination officielle de l'association, imposée par le Bureau d'Enregistrement des Associations, auprès du ministère concerné.

Nous ne pouvons pas affirmer que les Églises ont influencé directement le choix des électeurs. En revanche, en nous appuyant sur les deux hypothèses défendues, nous voyons se dessiner un tissu de relations, allant de la famille à l'entreprise, incluant les institutions religieuses et les mouvements paroissiaux.

Cependant cette élection tient aussi aux attributs d'une ville ayant énormément souffert de l'embargo imposé à l'ex-Yougoslavie. Une grande partie de la population reste sans emploi. Les plus jeunes partent vers la ville centre de Timisoara, d'autres trouvent du travail dans la très dynamique voisine, Sânnicolau Mare, au prix de déplacements contraignants. La présence d'une forte population Rom pose des difficultés, comme dans le reste de la Roumanie. Les Allemands autrefois perçus comme les modèles d'une société bien hiérarchisée sont désormais absents. Les nouveaux arrivants imposés par l'industrialisation forcée de la période communiste, provenant en majorité de l'Est, comprennent difficilement la complexité locale; la crise aidant, le multilinguisme exacerbe des tensions auparavant refoulées. Enfin, une grande partie de la population se détache des Églises traditionnelles, leur préférant les cultes néo-protestants, potentiels garants d'amélioration des niveaux de vie¹⁴.

Dans ce contexte, propre s'il en est à l'ensemble du pays et à d'autres communes de la province, les autorités ecclésiastiques du Banat développent un dialogue commun, qualifié en Roumanie d'œcuménique. Des églises annexées par l'orthodoxie sous le communisme sont rendues à leurs propriétaires légitimes. Dans les villages, prêtres et pasteurs de différentes confessions peuvent se rencontrer sans risquer le refus de leurs paroissiens.

Le "modèle Jimbolia" s'imprègne de cette dynamique propre au Banat historique. Il est vrai que la différence essentielle entre les profils communaux de Pecica et de Jimbolia repose sur les effectifs des groupes confessionnels et linguistiques. Certainement, la situation serait différente si la population magyare de Jimbolia devait augmenter. Mais les Églises de Jimbolia offrent par leur dialogue collectif la stabilité nécessaire à la commune; elles éduquent leurs paroissiens à une nouvelle forme de respect citoyen. En cela, elles répondent aux attentes d'une population désorientée par les processus de recomposition de la Roumanie.

¹⁴ Popa, 1999.

Les seuls découpages administratifs qui correspondent aux attentes de la population, ceux dans lesquels elle se reconnaît, sont les communes. Ainsi, les principaux acteurs de la vie locale vont être amenés à produire et entretenir de nouvelles formes de rapports à l'espace. Ils vont par cela participer aux recompositions territoriales. Or, s'ils ne sont pas directement issus du clergé, ils accompagnent une Église (des Églises) en mouvement. Car au moment même où la société roumaine tente de se redéfinir, les Églises acquièrent de nouveau une visibilité avérée. Cette réhabilitation conjointe pousse les Églises, notamment catholique et réformée, à jouer un rôle jusqu'à dévolu aux seuls décideurs gouvernementaux. Les paroisses deviennent ainsi un vecteur d'identification pour l'ensemble d'une communauté villageoise.

En fonction des profils communaux, des aléas des relations sociales entretenues au sein de ces communes, les Églises vont favoriser l'ouverture ou, cas contraire, un repli sur soi de leur groupe de croyants.

DES ÉGLISES « PASSERELLES » ?

Recouvrée par les Églises suite à la Révolution, cette aptitude à orienter la société, lui fournir des réponses, trouve ses limites lorsque l'on se penche sur les institutions elles-mêmes. Jusqu'à présent, nous évoquions les Églises dans leurs paroisses, lorsqu'elles sont au contact des croyants et des difficultés inhérentes aux bouleversements récents. Les autorités d'Églises, nous venons de le voir, prônent dans le Banat un dialogue constant. Mais cela n'est plus vrai dès que l'on quitte cette région, pour la Crisana par exemple.

De nombreux interlocuteurs soulignent que les rapports interreligieux développés dans le Banat doivent beaucoup à la personnalité du Métropolitain Nicolae Corneanu. Au sein de la hiérarchie catholique, seuls quelques prêtres sont amenés à prendre des décisions, au nom de tous, auprès de leur évêque. Les institutions jouissent beaucoup moins de l'estime des croyants que les prêtres en leurs paroisses. À ce sujet, les Églises peuvent être comparées à l'État, dont les élus les plus appréciés sont aussi ceux issus du creuset local. D'ailleurs en de nombreuses occasions l'Église (orthodoxe) est comparée à un État dans l'État ¹⁵.

L'institution religieuse, quelle qu'elle soit, est appelée

¹⁵ Comptes-rendus d'enquêtes (03.2000/04.2001/ 07.2002).

aujourd'hui à s'impliquer plus encore dans la vie sociale. Nicolae Popa soulignait en 1999 ¹⁶, à propos de l'Église orthodoxe, qu'elle doit "[être] capable de se bâtir une image crédible de mentor spirituel en état de réaliser l'équilibre nécessaire entre la tradition des valeurs nationales et orthodoxes et les nouveaux concepts promus par le processus d'intégration européenne". Par extension, nous pouvons appliquer le même constat aux Églises catholique et réformée, sous forme d'un questionnement quant à leurs propensions à accompagner la société roumaine dans ses changements.

Caritas Ciacova ¹⁷: témoignage d'une contribution au développement

Assez distante de Timisoara, ville centre du Timis mal desservie, une première marque de la commune de Ciacova repose sur son enclavement. En l'absence d'un point de franchissement de la proche frontière yougoslave, les axes routiers et ferroviaires donnent l'image d'un cul-de-sac, néfaste pour l'économie locale. Néanmoins, cette commune est fréquemment mise en avant dans le Banat à l'évocation de l'action sociale des mouvements liés aux Églises. Là, l'association catholique Caritas joue un rôle manifeste dans le développement.

L'image du prêtre, omniprésente, souligne de nouveau la part importante des individualités et de l'initiative des hommes d'Églises dans le développement d'actions sociales (civiles). Il est le fondateur de l'association à Ciacova. Il en reste le président et par cette fonction a durant de longues années dirigé les instances nationales de Caritas. Bien impliqué dans la vie sociale locale, entretenant de bons rapports avec quelques prêtres orthodoxes voisins ainsi qu'avec sa hiérarchie, le „prêtre-président” est la figure emblématique de l'association. Ses décisions et ses discours font marque dans la population du bourg centre et de ses six villages annexes.

Le catholicisme n'est pas représentatif de la commune (25 % environ en 2001) ¹⁸. Pourtant, à l'écoute de certains élus locaux, l'association est présentée comme un danger pour l'autorité administrative; elle est l'instance la plus visible de la commune, loin devant la municipalité à

¹⁶ Popa, 1999.

¹⁷ Ce chapitre s'appuie partiellement sur les travaux réalisés en 2000 et 2001 par Yannick Lucas, dans la commune de Ciacova (Lucas, 2001). Un poster scientifique fut présenté lors du FIG 2002 à cet effet.

¹⁸ *Anuarul statistic al României 2001 - serii de timp 1990-2000 (Romanian Statistical Yearbook 2001 - time series 1990-2000)*.

laquelle certains de ses membres participent activement. Car l'association complète l'offre de services sanitaires et sociaux difficilement assurée par un État sans ressources. Dans un contexte économique défavorable, elle est le premier employeur.

De la création d'un centre de santé à l'investissement agricole, les responsables de l'association, groupés derrière le prêtre, font preuve d'un entrepreneuriat dynamique. Ils s'appuient au départ sur des dons et financements provenant d'Autriche ou d'Allemagne afin de développer des structures sanitaires ouvertes à tous: centre de santé, équipements d'accueil de pensionnaires (retraités), etc. jusqu'à l'ouverture d'un hôpital spécialisé dans la ville de Timisoara. Pressentant les limites de ce système budgétaire, l'association développe rapidement ses propres sources de financement. À l'origine lié à des opportunités et à une nécessité de conservation d'emplois dans la commune, le rachat de terres agricoles permet aujourd'hui le fonctionnement d'une boulangerie et d'un moulin. L'association se finance par ce biais et les habitants gagnent en nature les résultats de leur travail.

Ce mode de fonctionnement ne va pas sans créer quelques oppositions locales. Ses initiatives entrepreneuriales sont reprochées à une association dont l'action est préalablement définie comme charitable, donc sans objectifs financiers. Les dirigeants de l'association, son "prêtre-président" en tête, se défendent de tous objectifs personnels, comparant leur action à des démarches similaires développées ailleurs bien avant. À ce titre, le modèle de la JAC en France peut être avancé¹⁹.

Nous ne pouvons ignorer le poids des influences subies et exercées, qui faussent notre interprétation de cet exemple. Nous devons ainsi reconnaître l'extrême importance du charisme du prêtre de Ciacova. Ses fonctions exercées à la tête du mouvement Caritas de Roumanie ont sans aucun doute favorisé le développement de l'association au niveau local. Ses liens avec l'UDMR, que nous n'évoquons qu'à présent, ou tout au moins avec quelques dirigeants de la section départementale du parti, ne peuvent être laissés pour compte. Enfin, le poids des réseaux interpersonnels qu'il a su développer, notamment en direction de l'Europe germanique, révèle la complexité d'une approche concentrée sur cette seule association.

À l'heure actuelle, de nouvelles relations se créent, développées en direction d'autres communes, d'autres

groupements associatifs. Les espaces de référence de Caritas Ciacova sont sans cesse multipliés. Elle élargit son champ d'action et par là même ses potentialités. Sa légitimité se renforce. Par la mobilité de ses dirigeants, elle acquiert une influence plus grande encore, portant en elle l'image d'une association reconnue en occident.

L'exemple de Caritas Ciacova nous permet au final de mettre en avant les éléments d'une mission entrepreneuriale d'Église. S'investissant au jour le jour auprès des populations, par ses actions, ce mouvement d'Église génère une dynamique locale. Déjà, l'association est parvenue à constituer les éléments permettant la survie de communautés villageoises, en offrant à tous des accès aux soins, à certains un emploi. Peut-être qu'en marge de cette action naîtront dans un futur proche des initiatives civiles gages d'un véritable développement local?

Nous pouvons observer des stratégies équivalentes, bien que différentes par leurs formes, dans d'autres communes et villes du Banat historique. Des initiatives qui, suivant l'exemple de l'Association Saint-Vincent de Paul de Resita²⁰, doivent profiter à tous. Dans tous les cas, nous relevons une constante: c'est à partir de territoires marqués par le multilinguisme et une pluriconfessionnalité soutenue de dialogues œcuméniques que de telles actions se développent. Nous les retrouvons à Jimbolia comme à Ciacova, mais elles sont absentes de Crisana. Sans aucun doute nous faudra-t-il renforcer nos observations, chercher si, le cas échéant, des contre-exemples ne pourraient être avancés.

Des Églises catalyseurs d'initiatives

Les cas évoqués jusqu'ici présentent des limites quant à leur représentativité de la population; la population roumaine est en effet majoritairement de confession orthodoxe. Nous trouvons cependant en eux les avantages d'institutions marquées par le fait minoritaire, plus réactives et en quête de légitimité, en sorte plus visibles. Là les Églises accompagnent la société dans ses changements, sans toutefois impliquer concrètement les directoires ecclésiastiques. Ce sont des mouvements inspirés d'elles qui parviennent à insuffler de nouveaux rythmes locaux. Par cela, les Églises institutionnelles participent à la recomposition des territoires sociaux.

Les Églises semblent asseoir leur autorité non sur l'image d'une structure parfaitement hiérarchisée mais

¹⁹ Lucas, 2001.20- Séminaire International « *Biserica, asociatiile religioase si procesul de dezvoltare* », 2002.

²⁰ Séminaire international « *Biserica, asociatiile religioase si procesul de dezvoltare* », 2002

bien à l'appui de leurs représentants paroissiaux. Ces derniers sont de loin plus au fait des besoins de leurs paroissiens. Ils présentent aussi l'avantage d'être reconnu de la population. Tout pouvoir exercé par une personnalité a priori inaccessible est toujours facteur de doutes et de peurs en Roumanie; les marques du régime passé ne sont pas tout à fait effacées.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas encore dissocier les Églises institutionnelles de leurs paroisses, ni même des mouvements, associatifs ou non, qui en sont issus. L'Église catholique, pour ne prendre que cet exemple, laisse toute liberté à ses prêtres dans le choix de leurs actions et dans la finalité de leurs initiatives. Grâce à cela, l'Église paraît pouvoir se protéger dans un contexte social encore fragile; un prêtre réfuté par ses paroissiens ou son entourage ne bouleversera pas la stabilité de l'institution. Ce positionnement du directoire est commun à toutes les Églises institutionnelles en Roumanie.

Un élément toutefois caractérise les Églises catholique et réformée, en l'absence de toute prise de position officielle. Nous relevons une permanente recherche de coopération extérieure à l'échelle des paroisses. Les prêtres sont encouragés à développer des associations, les faire germer, au sein de leur paroisse. De l'action naissent des réseaux sur la base desquels se forment des territoires perçus par les paroissiens. L'Église acquiert ainsi une visibilité auprès de la population sans même paraître imposer de directives. Cela tient certainement au statut de minoritaires qui affecte ces Églises. Dans le Banat, l'Église orthodoxe roumaine est l'institution de référence de la population, y compris dans l'imaginaire des Catholiques et Protestants.

En l'absence de représentativité officielle, à la différence des institutions de Crisana, les Églises catholique et réformée se maintiennent par les actions qu'elles soutiennent. L'exemple de l'Association des Agriculteurs Magyars de Dumbravita caractérise ce mode d'intervention. Là, comme dans bien d'autres cas, le prêtre est l'initiateur d'un projet qu'il délègue par la suite. Les infrastructures paroissiales servent de lieu de rendez-vous; l'église, pôle de rassemblement des Catholiques magyars de la commune, constitue une garantie de sérieux et de bonne volonté.

Ce projet que nous ne détaillerons pas, visait au départ à améliorer les conditions de production des agriculteurs en instaurant un système d'entraide. Rapidement, elle acquiert une visibilité par ses résultats. Ses membres étant majoritairement Magyars, l'association peut aisément

développer des coopérations avec la Hongrie voisine; des semences à prix réduits et diverses assistances matérielles finalisent ces relations transfrontalières. Dès l'origine du projet, le prêtre ne fut qu'inspirateur. Son rôle au sein de l'association se limite à la médiation entre les différents acteurs pour finalement aujourd'hui ne plus s'occuper du fonctionnement de cette institution.

Dans une société roumaine d'après Révolution, le terme et les modalités de toute "association" faisaient peur, notamment dans un milieu agricole encore traumatisé par les pertes issues de la collectivisation. De cet exemple naissent d'autres associations d'agriculteurs, à travers le département Timis et son voisin Arad, qui rarement sont liées à une paroisse donnée. Là nous percevons qu'à partir d'un projet porté individuellement par l'un de ses représentants, le rôle de l'Église fut celui d'un catalyseur d'initiative. À l'échelle de la paroisse, elle a su démontrer les bienfaits sociaux et économiques de la coopération.

L'autorité paroissiale sert de garant à une initiative. Mais les prêtres sont de moins en moins à l'origine de projets. Leur place actuelle est à la croisée des initiatives. L'Église parvient ainsi à assumer son rôle social, à la mesure d'une internationalisation et d'une interdépendance croissante des territoires. Dans le même temps, elle garde l'image d'une institution avant tout confessionnelle, attachée à la foi et non à l'économie.

Vers un renforcement des liens interconfessionnels

De ces relations privilégiées naissent fréquemment des jumelages ou opérations populaires, dont les bénéfices s'avèrent communs à toute la population. Dans la commune de Jimbolia, un programme social développé auprès des plus déshérités n'aurait pu voir le jour sans l'appui des institutions religieuses et d'associations paroissiales. Prêtres et laïcs s'investissent conjointement dans les villages, autour de projets citoyens, du moins dans le Banat.

Le dialogue œcuménique développé dans le Banat offre une réelle stabilité sociale. Souvent, le sud-ouest de la Roumanie est comparé aux autres régions du pays; là les clivages issus des relents nationalistes sont dépassés; ni la langue ni la religion ne font obstacle à l'établissement d'un dialogue ouvert.

Ces considérations, positives pour la région, sont cependant surfaites. Divers brassages et départs ont bouleversé en profondeur cette structure sociale. Actuellement, le Banat n'est plus un espace multiculturel; la mixité

du nord-ouest de la Roumanie est de loin plus probante à ce sujet. Enfin, s'il y a bien eu un équilibre par le passé ²¹, il restait marqué par la séparation des populations. Chaque quartier, chaque village, appartenait aux uns ou aux autres. Jamais suivant le fil de l'Histoire, l'autorité ne fut partagée. Elle était imposée par l'État dominant, auquel est inexorablement associée une langue. Ainsi les Allemands puis les Hongrois et à présent les Roumains furent-ils maîtres du Banat, véhiculant avec eux l'image répulsive du groupe majoritaire pour des populations de moindre importance numérique. Cela explique les tensions habituellement exprimées à ce jour, sur la scène politique, par les partis représentants des groupes de souches nationales, minoritaires.

Ce qui marque véritablement le Banat, justifiant cette étude et notre projet de recherche, est selon nous la volonté affichée des forces politiques, des autorités religieuses et des principaux acteurs économiques de défendre l'idée d'une société ouverte. Ce que nous ne considérons être pour l'heure qu'un début de dialogue œcuménique peut ouvrir la voie à de nombreuses coopérations. Il est fréquent de voir dans les petits villages du Banat, deux Églises célébrer au sein d'un même bâtiment, officiellement propriété de l'une et gracieusement prêtée à l'autre. Des messes communes sont parfois prononcées. Face à certains projets administratifs trop contraignants pour la population, les différents prêtres d'un village s'associent afin d'infléchir les décisions. Les exemples sont multiples.

De son histoire qui, d'une région centrale, a fait du Banat une région de frontières, les Églises agissent en faveur d'une ouverture.

Le Banat roumain se caractérise par la présence de plusieurs Églises orthodoxes, issues des divers schismes marquant aujourd'hui leurs caractères autocéphales. Ainsi, les Roumains disposent de leur Église, comme les Serbes disposent d'une Église orthodoxe Serbe. Cette dernière se rapproche naturellement de ses homologues yougoslaves. L'Église catholique et les Églises protestantes oeuvrent en faveur d'un rapprochement avec la Hongrie voisine, avec l'Autriche aussi. De ces initiatives multiples sont nés des projets communs d'ouverture des frontières et la tenue annuelle d'un festival folklorique du Banat à Timisoara.

²¹ Trois groupes, de souches nationales différenciées, représentaient alors chacun 30% de la population de la région, dans sa partie roumaine : Allemands, Magyars (Hongrois selon les auteurs et suivant les périodes historiques) et Roumains.

Pour la première fois dans l'histoire centre européenne, une telle pluralité linguistique et religieuse donne naissance à une dynamique d'ouvertures et non de ruptures.

Une Eurorégion s'est même formée à partir de l'ancienne province du Banat, de parts et d'autres des frontières étatiques (Eurorégion Danube Kris Mures Tisza) ²². Disposant d'un statut juridique singulier, reconnue par les autorités administratives centrales, cette construction transfrontalière est née des rapports établis via les mouvements d'Églises et divers réseaux associatifs. Elle symbolise donc, par-delà les barrières géopolitiques, la réussite du dialogue interconfessionnels et des liens interculturels. Cependant, si la création de cette Eurorégion est remarquable, nous ne devons pas occulter ses difficultés de fonctionnement. Elle reste à ce jour un projet plutôt qu'une véritable entité territoriale; la masse des citoyens ignore jusqu'à son existence.

Les décideurs locaux ont bien pris conscience de cette singularité. Ils tentent de s'appuyer aujourd'hui sur cette image, à des fins économiques légitimes. Alors qu'une élite banatéenne semble à même de se former ²³, les Églises prônent un respect mutuel. Cependant, l'observation nous montre que si les rapports entretenus entre elles par les Églises "traditionnelles" montrent des résultats encourageants, ils excluent nombre de groupes néo-protestants. Les rapports développés entre „Églises traditionnelles" (Catholiques, Protestants et Orthodoxes, ainsi en Roumanie que Gréco-catholiques) et Églises néo-protestantes sont assez ambigus. Le dialogue est plus ou moins ouvert en fonction des enjeux locaux ²⁴. Les Églises néo-protestantes contestent fréquemment le bien-fondé de ces initiatives; certains hommes d'Églises traditionnelles ou membres d'associations refusent toute ouverture en direction des groupes issus de ces nouvelles Églises. Chaque jour, les Églises néo-protestantes accueillent de nouveaux fidèles. Bâtiments d'églises et associations sont clairement

²² Cette eurorégion se développe sur les territoires de Roumanie, Hongrie et Fédération de Serbie-Monténégro. Il est vrai qu'une eurorégion est née aussi sur la frontière Nord, mais elle est peu fonctionnelle et liée à l'ensemble du bassin septentrional des Carpates et non seulement aux relations Roumanie/Hongrie.

²³ Autour de quelques figures locales et par la constitution de nombreuses associations fédératives, du type de « Diaspora », créée à l'initiative d'intellectuels magyars, ou encore l'Institut Interculturel de Timisoara qui, soutenu par le Conseil de l'Europe, tente d'établir un lien entre les populations tziganes, les autorités civiles et l'ensemble des habitants du Banat.

²⁴ Dans le Banat, certaines réunions œcuméniques sont ouvertes à l'ensemble des groupes religieux, y compris certains non évoqués dans cette étude.

identifiables dans les paysages. L'image, défendue, d'un Banat ouvert révèle ainsi ses limites. En termes économiques, la non-reconnaissance de certains groupes sociaux semble être le pendant de cette situation!

Les liens si solidement établis entre les Églises „traditionnelles" et des groupes de souches nationales différenciées ne servent qu'une partie de la population. À l'image d'un Banat pluriel sur le plan linguistique et confessionnel, nous préférons donc celle d'un territoire marqué par trois dynamiques de recompositions socio-spatiales.

D'une part un besoin de stabilité, lié aux questionnements posés quant à l'avenir économique de la région, fait naître les coopérations jusqu'ici décrites. De nouvelles territorialités voient le jour par ce biais. Mais ce mouvement, qui porte quelques succès économiques, s'appuie sur le souvenir et masque l'absence d'une véritable pluralité. L'ouverture prônée est peu visible dès que l'on s'éloigne des sphères concernées.

Ce processus d'auto exclusion est d'ailleurs très peu suivi par les jeunes générations, formées rapidement aux nouveaux besoins économiques, pour qui le plurilinguisme est synonyme d'ouverture sur le monde. Détachée des Églises, parfois convertie aux cultes néo-protestants, cette jeunesse délaisse ses attributs culturels, relégués au rang de folklore. Cette attitude porte préjudice à la Roumanie par les processus d'émigration qu'elle engendre. Elle donne toutefois naissance à un véritable mouvement social, qui touche au même titre, mais moins spontanément, la quasi-totalité de la population. Il en résulte une ouverture sur l'extérieur, détachée de tous fondements historiques ou culturels.

Enfin, mécanisme latent de toutes sociétés européennes, qui en Roumanie peut-être s'exprime de façon plus virulente par le nombre des personnes concernées, les diverses dynamiques d'exclusion doivent être retenues. Qu'ils affectent une population dans son ensemble (Roms), des groupes religieux (Églises néo-protestantes dans certains cas) ou seulement résultent de la pauvreté économique, ces processus de rejet contribuent à leur manière à structurer une nouvelle trame territoriale.

Identités individuelles, identités de lieux et identités subies sont peu à peu redéfinies en Roumanie. Déjà des distinctions sociales et spatiales s'opèrent; elles s'inscrivent en continuité des périodes communistes. Dans ce climat social, les Églises ont leur rôle à jouer. Mais ces institutions doivent-elles être prises en compte en fonction de leur visibilité ou bien en fonction des dynamiques induites

par leurs actions? Leur lisibilité spatiale offre-t-elle toujours l'objectivité recherchée lorsque chacune met en place ses propres fondements territoriaux, exclue en même temps qu'elle rassemble?

Chaque paroisse, chaque village en sorte, génère ses propres initiatives, aux objectifs généralement caritatifs. Quelles que soient leurs origines, quelle que soit l'Église à laquelle elles se rattachent, les associations nées de ce dynamisme local interagissent dans l'espace social. Par elles, les lieux du culte redeviennent des lieux de contact: lieux du rassemblement et du dialogue paroissial. Aisé-ment identifiables dans l'espace ²⁵, les églises recouvrent leur fonction de relais entre des communautés villageoises dispersées.

À l'échelle des quartiers, les discours des prêtres influencent les rapports intercommunautaires, apaisent ou attisent les tensions linguistiques ou religieuses. Enfin, véritables passerelles jetées entre un État désavoué et sa population, les Églises contribuent au maintien d'un esprit citoyen.

Conclusion

Des Églises en redevenir ?

Les institutions religieuses parviennent donc à innover, s'investissant de nouveau dans une action sociale confisquée par les projets communistes. Ainsi, le processus de refondation et de réforme des Églises, lancé suite à la Révolution, acquiert aujourd'hui une certaine maturité. Ces dernières œuvrent en faveur d'un dialogue social. Leurs réseaux, intra et interconfessionnels, fonctionnent.

Toutefois, il subsiste un domaine face auquel les Églises de Roumanie, quelle qu'elles soient, démontrent leurs limites actuelles. Hors de l'Église, mais influencés par elle, des individus composent à leur tour des groupes singuliers. Sans attaches particulières aux enseignements religieux, ils maintiennent cependant une certaine aptitude à appliquer dans la vie courante des discours d'Églises érigés en principes sociaux.

L'influence de certaines Églises sur les comportements individuels est avérée ²⁶. L'initiative des uns serait-elle la traduction concrète d'un positionnement d'Église? Il semble pourtant que les Églises catholique et réformée de l'Ouest roumain favorisent la genèse de ce type d'actions. Elles accompagnent la société dans ses mouvements,

²⁵ Vernicos-Papageorgiou, 1999 ; Von Hirschhausen, 1997.

²⁶ Weber, 1920, 2001 ; Michelat & Simon, 1977.

dans ses innovations. Elles sont proches de la population, au même titre que les Églises orthodoxes (roumaine et serbe). Leur image „d'Églises des Magyars" les aide, alors que traditionnellement, elles véhiculaient plutôt l'image "d'Églises des Allemands".

Ces Églises s'appuient aujourd'hui sur la souplesse des mouvements associatifs pour asseoir leur présence dans les mentalités. Il en va de leur survie, à l'heure où le nombre de leurs fidèles ne cesse de décroître. Ainsi, de l'international transfrontalier au local villageois, les Églises et mouvements d'Églises semblent insuffler des dynamiques singulières, agissant telles des passerelles dans l'Ouest roumain. Mais des questions subsistent quant à l'avenir de ces processus et quant aux objectifs recherchés. Nous sommes avant tout confrontés à des Églises en concurrence.

Les questions concernant leur définition ne sont pas moindres. Tant en amont qu'en aval de leur constitution, ces groupes suscitent à la fois intérêts et désaveux. Tout regroupement civil rappelle à chacun les affres des régimes politiques antérieurs²⁷. Pourtant, le développement d'initiatives citoyennes est plébiscité, compte tenu des aléas d'une économie balbutiante. Le regard du géographe face à l'émergence de ces ensembles d'acteurs doit donc être redéfini.

BIBLIOGRAPHIE

- BIOTEAU Emmanuel, (2001), *Familles et institutions magyares du Banat roumain. Essai de définition d'une "magyarité"*, Mémoire de DEA "Régulations sociales, option géographie", Université d'Angers, (89 p.).
- BIOTEAU Emmanuel, (2002), « Questionnements quant à l'émergence d'un entrepreneuriat de souche hongroise dans le Banat roumain », en attente de publication, *actes du Séminaire International Initiatives entrepreneuriales, développement régional et systèmes de peuplement*, (21-28 juillet 2002), Bucarest/Alba Iulia.
- CRETAN Remus, (1999), *Etnie, confesiune si comportament electoral în Banat*. Studiu geografic, édité par l'Université de l'Ouest de Timisoara, Timisoara, (357 p.).
- DAIANU Daniel, (2000), *Încotro se îndreapta tarile postcomuniste? Curente economice în pragul secolului*, Polirom, Bucarest, (261 p.).
- DURANDIN Catherine, (1995), *Histoire des Roumains*, Fayard, Paris, (573 p.).
- DURANDIN Catherine, (2000), *Roumanie. Un piège?* Editions Hesse, Saint-Claude-de-Diray, (165 p.).
- LHOMELE Edith, (2000), « Roumanie: les malentendus de la "transition" », (pp. 279-300) in LHOMELE E.(dir.), *L'Europe centrale et orientale. Dix ans de transformations (1989-1999)*, Les études de La documentation Française - international, La documentation Française, Paris, (333 p.).
- LUCAS Yannick, (2002), *Églises et territoires. Mouvements des Églises roumaines et initiatives pour le développement dans le Banat roumain*, Mémoire de DEA "Régulations sociales, option géographie", Université d'Angers, (168 p.).
- MICHELAT Guy & SIMON Michel, (1977), *Classe, religion et comportement politique*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Editions Sociales, Paris, (467 p.).
- POPA Nicolae, (1999), « Églises et religiosité en Roumanie », (pp. 133-147) in BERTRAND J-R., MULLER C. (dir.), *Religions et territoires*, coll. Géographie Sociale, L'Harmattan, Paris.
- POTELE Jean-Yves, (1998), *Les cent portes de l'Europe centrale et orientale*, Les éditions de l'Atelier - Points d'Appui, Paris.
- WEBER Max, (1920, 2001), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Recueil de textes, Traduction inédite d'Isabelle Kalinowski, Flammarion, Paris, (395 p.).
- *Anuarul statistic al României 2001 - serii de timp 1990-2000* (Romanian Statistical Yearbook 2001 - time series 1990-2000), (2001), Institutul National de Statistica, Bucarest, (document sur support informatique).

²⁷ Interprétation de diverses remarques effectuées par des intervenants roumains quant aux définitions de « l'association » ou de « la coopérative », d'autres formes de regroupements sociaux, voire de quelques notions (...) définitions usitées par des intervenants français, non toujours utilisées, non toujours formulées, le cas échéant issues de l'expérience française - Sém. Int. « Biserica, asociatiile religioase si procesul de dezvoltare », 2002.

- *Atlas de la Roumanie*, (2000), REYViolette (dir.), GROZA Octavian, IANO Ioan, PATROESCU Maria, Reclus, CNRS-Libergéo - La Documentation Française, Paris.
- *Séminaire International Initiatives entrepreneuriales, développement régional et systèmes de peuplement*, (21-28 juillet 2002), Programme de recherches 2H2S, Bucarest/Alba Iulia (Roumanie), Université de Bucarest/Université 1^{er} décembre Alba Iulia/Université d'Angers.
- *Séminaire International Biserica, asociatiile religioase si procesul de dezvoltare*, («Mouvements d'Églises et processus de développement »), (24-27 octobre 2002), Timisoara/Monastère de Bistrisa (Roumanie), Université de l'Ouest de Timisoara/Centre Culturel Français de Timisoara/Université d'Angers.